



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pièces et équipements

Question écrite n° 44745

## Texte de la question

M. Gilbert Mathon interroge Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur le groupe Valéo qui vient d'annoncer une nouvelle vague de licenciements dans ses unités françaises de production et particulièrement sur le site d'Abbeville, spécialisé dans la fabrication de fermetures de portes d'automobiles, avec l'annonce de 104 nouvelles suppressions d'emplois. Elles viennent s'ajouter aux 97 de Nevers, aux 31 de Dijon et aux 28 de Créteil, sur un total de 1 600 suppressions d'emplois en France annoncé par le groupe. Déjà touchée de plein fouet par un plan social en 2006 2007 et une première charrette de 118 licenciements, la situation économique du bassin d'emploi d'Abbeville est dramatique. En 2008, la fermeture de la sucrerie se traduisait par une centaine de licenciements et autant de pertes d'emplois indirectes. En 2006, celle d'Abélia décors qui fabriquait les produits de la marque Vénilia mettait 272 salariés à la rue. Pour faire face à cette avalanche de suppressions massives d'emplois dans beaucoup de secteurs et pour arrêter les délocalisations, l'état *via* le fonds stratégique d'investissement vient d'investir le 26 février 18,7 millions d'euros et détient désormais avec la Caisse des dépôts et consignations 8,33 % du capital de Valeo et 10,55 % des droits de vote. Pourtant le PDG reconnaît que contrairement à certains de ses concurrents, le groupe emporte d'importants marchés, qu'il possède une structure financière apte à passer la crise. Plus cynique encore, la direction a annoncé lors du comité d'entreprise européen le 8 janvier dernier vouloir poursuivre sa stratégie d'acquisition de sites en difficulté situés hors du territoire national et sa stratégie de délocalisation. Cette première opération du Fonds stratégique d'investissement démontre son inefficacité et souligne cruellement l'échec et l'impuissance du plan gouvernemental face à cette crise. Il lui demande que compte faire le gouvernement et ses représentants au sein du Conseil d'administration pour que Valéo revienne sur ce plan social dramatique pour l'avenir de la filière française automobile, dramatique pour les territoires touchés par ces plans massifs de licenciements et dramatique pour les familles qui une nouvelle fois vont faire les frais de l'arbitraire économique et pour assurer la pérennité du site et éviter sa fermeture et le licenciement des salariés encore en activité.

## Données clés

**Auteur :** [M. Gilbert Mathon](#)

**Circonscription :** Somme (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 44745

**Rubrique :** Automobiles et cycles

**Ministère interrogé :** Économie, industrie et emploi

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 mars 2009, page 2702

**Question retirée le :** 19 juin 2012 (Fin de mandat)